

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 26 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS BEUREL Environnement

Rue Becquerel
Parc d'activité La Tourelle
BP 30459
22400 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0005516581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement SAS BEUREL Environnement implanté Le Pont Pin 22120 YFFINIAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS BEUREL Environnement
- Le Pont Pin 22120 YFFINIAC
- Code AIOT : 0005516581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BEUREL Environnement exploite sur le site: une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux Amiante lié (ISDND Amiante) ainsi qu'une station de tri-transit de produits minéraux et de déchets non dangereux (bois, cartons, plastiques, plâtre).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Admission des déchets entrants
- Surveillance des émissions dans l'air
- Surveillance des eaux
- Condition de stockage des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Condition d'exploitation: séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 29	/	Sans objet
11	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5	/	Sans objet
13	Aménagement des aires de stockages de bois	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.6.2	/	Sans objet
14	Hauteur et volume	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.6.3	/	Sans objet
15	Bassin de collecte des eaux pluviales: étanchéité	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Admission des déchets en ISDND: Acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 29	/	Sans objet
2	Admission des déchets: Contrôle	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.	/	Sans objet
3	Dispositions spécifiques aux casiers Amiante: Registre	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 41	/	Sans objet
4	Dispositions spécifiques aux casiers Amiante: Zone de déchargement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42	/	Sans objet
5	Dispositions spécifiques aux casiers Amiante: Conditions d'exploitations.	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 > I.	/	Sans objet
6	Dispositions spécifiques aux casiers Amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 > II.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	/	Sans objet
8	Condition d'exploitation de l'installation de tri transit: déchets indésira	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	/	Sans objet
10	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.9	/	Sans objet
12	Bassin de collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 04/03/04	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève:

- que les volumes de stockage de bois dépassent les dimensions autorisées ;
- que l'optimisation des opérations de tri des déchets conduit à stocker des matières valorisables en dehors des plateformes aménagées à cet effet ;
- que le bassin n°1 de collecte des eaux pluviales est anormalement bas, laissant préjuger d'un défaut d'étanchéité.

L'inspection demande, à l'établissement BEUREL Environnement, des mesures correctives en réponses à ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets en ISDND : Acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Préventions des accidents et pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets non visés à l'article précédent sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité. Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.
Constats : Aucune réception de déchets sur site n'a été réalisée au moment du contrôle de cette prescription. L'exploitant précise que, pour l'amiante, un certificat d'acceptation préalable (CAP) est réalisé systématiquement par chantier et que sans cette acceptation préalable les déchets ne sont pas admis. 3 CAP ont été examinés par sondage et ne font pas l'objet d'observation pour notre part.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Admission des déchets : Contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Préventions des accidents et pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
Constats : Un détecteur de radioactivité est présent au niveau du pont à bascule situé à l'entrée du site. Lors de la visite, en l'absence de livraison, l'IIC n'a pu observer la réalisation du protocole de réception. L'exploitant déclare effectuer le contrôle visuel avant chaque déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions spécifiques aux casiers Amiante : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Préventions des accidents et pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, l'exploitant indique dans le registre des admissions, en plus des éléments indiqués à l'article 32 : <ul style="list-style-type: none">- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante ;- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ;- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;- l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés.
Constats : L'ensemble des saisies se fait via l'application Trackdéchets qui impose la saisie de toutes les informations prescrites avant validation. L'exploitant déclare obliger les rares particuliers apportant des déchets amiantés sur le site, à s'inscrire sur Trackdéchets avant de déposer leurs déchets amiantés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions spécifiques aux casiers Amiante : Zone de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Préventions des accidents et pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés. Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai. Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861.
Constats : L'IIC n'a pas assisté à la réception de déchets amiantés lors de la visite. L'exploitant déclare que les déchets amiantés ne sont acceptés que correctement conditionnés. Ils sont déchargés sur l'aire dédiées à l'amiante, identifiée par un affichage spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions spécifiques aux casiers Amiante : Conditions d'exploitations.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Préventions des accidents et pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.
Constats : L'inspection constate que les déchets sont recouverts et que des tas de matériaux de recouvrement sont disposés en attente sur le casier. Un simple constat visuel n'a pas permis de remettre en cause le caractère non inerte des matériaux de recouvrement, ni l'épaisseur de recouvrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions spécifiques aux casiers Amiante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets Aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a examiné les 2 rapports d'analyses des eaux des 2 bassins de stockage des eaux de ruissellement et celui concernant le ruisseau récepteur, pour l'année 2022. Aucune présence de fibre d'amiante n'a été détectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Emission dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m ² /j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.
Constats : L'Inspection a examiné la campagne de mesure de 2021. Les résultats sont conformes. L'exploitant déclare avoir réalisé une campagne de mesure fin septembre 2022 et ne pas encore avoir reçu le rapport. L'inspection demande que les prochaines campagnes de mesures soient faites sur des périodes de fortes activités génératrice de poussières (campagne de broyage et concassage estivale).
Observations : L'exploitant a bétonné une grande partie du cheminement de son exploitation afin de limiter l'émission de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Condition d'exploitation de l'installation de tri transit : déchets indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Condition d'exploitation des installations de tri et transit des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.
Constats : L'IIC constate que le site est équipé d'une aire de tri et de bacs de rétention avec couvercles réservés aux déchets dangereux indésirables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Condition d'exploitation : séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012. Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.
Constats : Le stockage des déchets dangereux est réalisé au moyen de bacs de rétention avec couvercles, le tout placé au dessus une aire étanche relié à un séparateur. Toutefois l'inspection fait remarquer que l'on est obligé de soulever les couvercles pour en connaître le contenu. Un affichage du contenu des conteneurs des indésirables (déchets dangereux) devra être mis en place dans un délai d'un mois afin d'éviter tous mélanges inappropriés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.- présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
Constats : Un dispositif est présent et manipulable sur chacun des 2 exutoires du réseau eau pluvial, en sortie des bassins 1 et 2. Un essai d'ouverture/fermeture de vanne a été réalisé le jour de l'inspection et n'apporte pas de remarque de notre part.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article I > 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- vérification que la hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation et six mètres dans les autres cas ;
Constats : Les aires sont identifiées et séparées. Pour le stockage de bois, il n'existe pas, sur les plateformes, de moyens permettant d'évaluer le volume des stocks (bornes, piges...). Pour les autres matériaux, le stockage se fait dans des alvéoles séparés par des blocs béton légo permettant d'estimer grossièrement le volume. Cependant un marquage de borne (murs, sols) permettrait d'éviter tout risque de dépassement des volumes. Aussi l'exploitant devra mettre en place, dans un délai d'un mois, des marquages pour permettre l'évaluation des différents volumes de déchets. Un stock de carton compacté appartenant à un client est présent sur le site sans être abrité. Ces conditions de stockages ne sont pas compatibles avec une utilisation ou valorisation appropriée. Il est demandé à l'exploitant de le faire enlever au plus tôt. Lors de la visite de la moquette et des casiers en plastiques / caddies plastiques, a priori non souillés, était stockés le long de la voie de circulation interne au site permettant l'accès à l'ISDI, en dehors de toutes plateformes aménagées. L'inspection fait remarquer que tout nouveau point de stockage doit être aménagé dans le respect des prescriptions.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bassin de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 04/03/04
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un écrémage régulier de la surface du bassin doit être effectué de façon à éliminer les éventuelles traces d'hydrocarbures. Les éléments récupérés doivent être traités par des installations de traitement autorisées.
Constats : Les substances collectées lors de cette phase d'écumage sont envoyées dans un centre de traitement adapté. Les bordereaux des déchets du 21/06/21 et du 03/02/22 en attestent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Aménagement des aires de stockages de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage de bois en transit doit être effectué sur deux plate-formes imperméabilisées d'une surface de 200 m ² chacune, soit 400 m ² . Une distance minimale de 16,5 m doit séparer les deux plates-formes et les différentes infrastructures du site, Les voiries de circulation, les aires d'attente et de manutention des déchets sont dimensionnées, constituées et aménagées en fonction du gabarit, du nombre et du tonnage des véhicules amenés à y circuler ou à y travailler, ainsi que des moyens de secours contre l'incendie susceptibles d'y intervenir. A ce titre, le terrain sur lequel sont réparties les déchets de bois entrants et broyés sera quadrillé par des voies de circulation d'une largeur d'au moins 5 mètres entre les groupes de piles de déchets de bois garantissant un accès facile en cas d'incendie.
Constats : Les plateformes de stockages étaient pleines. La distance de 16,5 m entre les plateformes n'était pas respectée lors de la visite. L'exploitant déclare qu'il s'agit d'un état temporaire qui sera réglé très rapidement. Il devra évacuer rapidement le surplus de stock afin de respecter les distances minimales entre les plateformes. Il veillera à respecter ces distances constituant une protection en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Hauteur et volume

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur maximale de stockage doit être de 4 m maximum afin que la capacité de stockage maximal en instantané soit au plus de 6204 m ³ (zone de 47m*33m).
Constats : La hauteur de stockage du bois broyé a été constatée supérieure à 4 m, au-delà de la limite réglementaire. L'exploitant déclare que le bois stocké est en cours d'enlèvement. Il devra rapidement procéder à une évacuation du surplus de stocks et veiller à respecter les hauteurs imposés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Bassin de collecte des eaux pluviales: étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux doit transiter par deux bassins de décantation/régulation. Les dispositions constructives des bassins sont les suivantes: - Bassin n°1: volume de 486m ³ avec un débit de fuite de 8,6 l/s, soit 31m ³ /h. Ce bassin collecte les eaux de drainage (lixiviat) de l'alvéole de stockage des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (alvéoles n°1) ainsi que les eaux pluviales ruisselant sur la partie Sud (par rapport au ruisseau) du site. Il est équipé d'une vanne de sectionnement en sortie permettant de stopper le rejet et de confiner une éventuelle pollution dans le bassin; - Bassin n°2: volume de 875m ³ avec un débit de fuite de 16,5 l/s, soit 59 m ³ /h. Ce bassin collecte les eaux de l'alvéole de stockage des déchets inertes (alvéoles n°2) et celles de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux. Il est équipé d'une vanne de sectionnement en sortie permettant de stopper le rejet et de confiner une éventuelle pollution dans le bassin.
Constats : Les 2 bassins sont en place. Les volumes n'ont pas été mesurés lors de l'inspection mais semblent toutefois cohérents avec la prescription. Les 2 bassins sont équipés de débitmètres sur leurs exutoires ainsi que de vannes de sectionnement permettant de stopper les rejets vers le milieu. Il a été constaté que le bassin n°1 était anormalement bas et qu'il n'y avait aucun rejet à son niveau, laissant préjuger d'une défaillance de son étanchéité. Aussi, l'IIC demande à l'exploitant de procéder à la vérification de l'étanchéité du bassin n°1 sous un délai d'un mois et de procéder aux éventuels travaux de réfection si cela était nécessaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

